

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec



Le présent fichier est une publication en ligne reçue en dépôt légal, convertie en format PDF et archivée par Bibliothèque et Archives nationales du Québec. L'information contenue dans le fichier peut donc être périmée et certains liens externes peuvent être inactifs.

Version visionnée sur le site Internet d'origine le 17 septembre 2009.

Section du dépôt légal

Ministère

Entreprises

Régions

Exportation

Science et technologie



- Exportier par pays
- Exportier par secteurs
- Accords et litiges commerciaux
- Carte des produits exportés et importés par le Québec
- Douanes américaines
- Intéressé à exporter?
- Outils d'aide
- Personnes ressources
- Ajouts dans le site
- Formation
- Programmes et services
- Publications
- Répertoires
- Salle de presse
- Nos sites

Exportation > Lectures pertinentes



Inde – Note sur l'économie et le commerce

[L'économie indienne : changements structurels et perspectives](#) | [Le contexte économique](#) | [Le commerce de l'Inde](#) | [Le commerce de biens du Québec avec l'Inde](#) | [Tableaux](#)

L'économie indienne : changements structurels et perspectives

L'Inde a connu une croissance soutenue au cours des dernières années. L'essor global enregistré est attribuable aux réformes économiques entreprises dès 1991 et à celles qui ont été mises en oeuvre par la suite. Ces réformes étaient axées, entre autres, sur :

- La libéralisation de l'économie.
- La suppression de contrôles à l'importation.
- Une réduction importante des droits de douane.
- Une ouverture des marchés financiers.
- L'ouverture à l'investissement étranger.
- La mise en oeuvre de réformes fiscales.

La forte croissance des technologies de l'information a dynamisé l'économie indienne et a donné au monde entier l'occasion de découvrir que l'Inde peut relever le défi de la concurrence internationale. Ce pays se profile comme une des puissances économiques mondiales des vingt-cinq prochaines années, à la condition que les nombreuses réformes entreprises se poursuivent et atteignent leurs objectifs.

Le contexte économique

En 2005, l'Inde était la 12^{ème} économie au monde et représentait :

- 12,5 % du PIB des pays émergents
- 6 % du PIB mondial (sur la base de la parité de pouvoir d'achat)
- 1,2 % des exportations mondiales de biens et services
- 17,3 % de la population mondiale

Le PIB réel de l'Inde a augmenté de 8,5 % en 2005 selon le Fonds monétaire international (FMI), contre 8 % en 2004. Cette amélioration est le résultat d'une demande intérieure qui a été particulièrement forte. Toutefois, en dépit de cette demande vigoureuse et des fortes augmentations de l'investissement, l'offre n'a pas suivi. Le déficit de la balance des opérations courantes s'est alourdi pour se situer à 1,5 % du PIB en 2005.

Les perspectives relatives à la croissance du PIB réel de l'Inde, selon les prévisions du FMI, seront de 8,3 % en 2006 et de 7,3 % en 2007. Cette prévision à la baisse s'expliquerait par le ralentissement anticipé de la production à cause des effets de la hausse éventuelle des taux d'intérêt qui se feront sentir, du resserrement de la politique budgétaire (en vue de réduire le déficit) et d'une diminution probable des subventions des produits pétroliers.

Principaux indicateurs économiques, 2005

Population (en milliard)	1,1
--------------------------	-----

PIB <ul style="list-style-type: none"> • En milliards de dollars américains aux prix et PPA courants • En milliards de dollars américains 	3 633 772
PIB par habitant <ul style="list-style-type: none"> • En dollars américains aux prix et PPA courants • En dollars américains 	3 320 705
Taux d'inflation	4,0 %
Exportations de biens et services (en % du PIB)	17,3 %
Importations de biens et services (en % du PIB)	24,9 %

PPA : parité de pouvoir d'achat.

Sources : Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI).

Le déficit des finances publiques

Le déficit budgétaire de l'Inde reste élevé en dépit de sa bonne croissance économique. L'Inde connaît un déficit chronique et structurel des finances publiques depuis plusieurs années. La mise en place d'un programme de stabilisation avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI) a permis de réduire ces déficits jusqu'au milieu des années 1990.

Malgré une légère amélioration ces dernières années (-9,1 % du PIB en 2003, -8,5 % en 2004 et -8,4 % en 2005 selon les données de la Banque mondiale), le déficit chronique et structurel persiste. Cette situation vaut à la fois pour les finances du gouvernement central et pour celles des États. Ce déficit consolidé des finances publiques résulte de la progression des dépenses combinée à la stagnation des recettes. Les réformes budgétaires et fiscales mises en place depuis 2004 devraient améliorer la situation à moyen et à long terme.

Le financement de l'économie

Le financement du déficit public s'est fait jusqu'ici, principalement par recours à l'emprunt intérieur en monnaie nationale et sur des échéances de long terme. Le financement du déficit public accapare une fraction croissante de l'épargne nationale.

En 2005, le financement interne représentait 88,2 % contre 11,8 % pour le financement de source externe, selon les données de la Banque Centrale indienne (*Reserve Bank of India -- RBI, p. 298, 2005-2006*). L'augmentation des déficits budgétaires a des conséquences sur le fonctionnement du secteur bancaire et sur l'intermédiation financière. En outre, les décisions de crédit des banques continuent d'être fortement influencées par la politique gouvernementale.

Le système des *Small Savings Schemes* sert lui aussi à financer le budget. C'est un système de dépôts dans des caisses d'épargne et comptes postaux. Il fournit aux épargnants des taux d'intérêt administrés et relativement élevés. Sa taille et sa forte attractivité limitent la marge de manoeuvre des banques dans la fixation des taux d'intérêt et introduit, *in fine*, des distorsions dans les flux financiers selon le FMI.

La hausse rapide de la demande intérieure au cours des dernières années, le contexte d'expansion monétaire et d'augmentation des crédits (+ 21 % pour les ménages - *Asian Development Bank ? 2006*) supérieurs aux objectifs ont conduit la banque centrale à durcir sa politique monétaire. Cela s'est traduit par des relèvements successifs de ses principaux taux directeurs au cours de l'année 2005 et de l'année 2006. Il importe de noter que le système bancaire indien reste tout de même relativement sain.

Quelques éléments de réformes

Un certain nombre de réformes sont en cours au niveau de l'État fédéral, notamment :

- L'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) généralisée.
- Les restrictions sur les recrutements dans la fonction publique.
- Le vote d'une loi sur la responsabilité fiscale.
- La modification des politiques relatives aux tarifications imposées aux usagers des services.

La douzième commission des finances a mis en place des mesures incitatives en faveur des États relativement à l'allègement et à la restructuration de la dette. L'administration fédérale doit, d'ici 2008, ramener son déficit budgété à 3 % du PIB. En 2005, la plupart des États ont adopté la TVA et d'autres devraient le faire prochainement. Le gouvernement fédéral a aussi pris des mesures en 2006 pour élargir l'assiette fiscale en augmentant le nombre de secteurs soumis à la taxe sur les services. Ces réformes devraient constituer un catalyseur pour la croissance économique à long terme du pays.

La structure de l'économie

En 2005, l'économie indienne présentait, en pourcentage du PIB, la structure suivante :

- Les services (53,8 %)
- L'industrie (27,6 %)
- L'agriculture (18,6 %)

L'agriculture et le secteur informel

Sur le long terme, l'évolution du PIB est marquée par le relatif déclin du secteur agricole au profit du secteur des services. Malgré le déclin de sa prédominance, le secteur agricole conserve encore un poids important dans l'économie et emploie la majorité de la population active. Cependant, la part de ce secteur dans l'emploi continue de baisser. Le secteur de l'agriculture a enregistré une croissance de 3,9 % en 2005 (*Asian Development Bank - ADB*).

L'économie indienne se caractérise aussi par l'importance du secteur *non organisé¹ ou informel*. Les secteurs informels de l'économie, les plus intensifs en emplois, perdent cependant du terrain face aux activités et secteurs à forte intensité de capital, et cela, aussi bien dans le secteur industriel que dans celui des services.

Le secteur industriel

Le secteur industriel se singularise par son étroitesse. L'industrie au sens large (c'est-à-dire comprenant les mines, le bâtiment, le secteur manufacturier et les services publics) représente 27,6 % du PIB. Par ailleurs, l'industrie manufacturière n'est pas le secteur qui tire la croissance indienne. Son importance relativement modeste (15,1 % du PIB) est l'une des explications du faible poids actuel de l'Inde dans le commerce mondial (1,2 % des exportations mondiales de biens et services en 2005). La production manufacturière affiche cependant de plus en plus de vigueur, tirée par les biens d'équipement et la consommation. Ce secteur a connu une croissance de 8,9 % en 2005 (*ADB*).

Les services

Les services sont le moteur de la croissance de l'économie indienne ces dernières années, principalement les services informatiques aux entreprises, et en constituent le secteur le plus dynamique. La croissance des services, forte dès les années 1980, s'est accélérée depuis. Leur poids dans l'économie est passé de 37 % en 1980, à 40 % en 1990 et à 53,8 % en 2005. Les services suivants connaissent une croissance particulièrement rapide: ce sont les services financiers, les services liés au commerce, à l'hôtellerie et aux transports et communications. En 2005, la croissance des services a été de 10 % (*ADB*).

L'insertion internationale de l'Inde

Les réformes des années 1990 ont accru l'ouverture de l'économie indienne grâce à la suppression d'un bon nombre de barrières réglementaires. La part du commerce extérieur dans le PIB est passée de 17 % en 1990 à 29 % en 2001, à 42,2 % en 2005. Son poids dans le commerce mondial, par contre, présente un écart croissant avec celui de la Chine. Cet écart s'expliquerait par un décalage dans le temps et par l'étroitesse du secteur manufacturier indien.

En effet, la politique d'ouverture indienne est relativement récente (1991) par rapport à celle de la Chine (1979). À preuve, certains indicateurs d'ouverture de l'économie indienne, dix ans après le début de l'ouverture (en 2001), ne sont pas très éloignés de ceux de l'économie chinoise en 1990. C'est le cas notamment des stocks et des flux d'investissements directs étrangers (IDE), et aussi de l'importance des exportations et des importations dans l'économie comme l'indique le tableau ci-après.

Inde et Chine Comparaison des degrés d'ouverture économique, 1990 à 2001				
	Inde		Chine	
	1990	2001	1990	2001
Exportations de biens et services en % du PIB	7	14	18	26
Importations de biens et services en % du PIB	10	15	14	23
Stock d'IDE en % du PIB	1	5	7	17
Flux d'IDE en % de la FBCF*	0	3,2	4	10

* Formation brute de capital fixe.

Sources : La Banque mondiale et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

L'Inde a aussi conservé des spécialisations traditionnelles à l'exportation. Ainsi, les exportations de produits agricoles (11,6 % des exportations totales de marchandises) et textiles (10,9 %) sont encore très importantes pour ce pays; le commerce international de ces deux catégories de produits a toutefois progressé lentement. En plus, dans ces secteurs, l'Inde doit faire face à la protection des marchés mondiaux.

Néanmoins, elle se positionne progressivement sur les nouveaux secteurs porteurs de la demande mondiale comme l'électronique et l'informatique, les industries pharmaceutiques, les bio et nanotechnologies. Pour d'autres produits comme les machines de bureau et l'équipement de télécommunication, leur part est de 1,9 % des exportations indiennes, mais de 29 % de celles de la Chine.

Toutefois, si l'on tient compte des services commerciaux autres que les transports et le tourisme, les performances de l'Inde deviennent bien meilleures. Rappelons à ce sujet que les services sont, depuis dix ans et plus, l'un des principaux moteurs non seulement de la croissance interne mais aussi de la croissance des exportations de ce pays.

Inde et Chine Comparaison de filières d'exportation, 2004 (en pourcentage des exportations de marchandises de chaque pays)		
	Inde	Chine
Produits agricoles	11,6	4,1
Industries textiles	10,9	5,6
Produits chimiques	9,7	4,4
Vêtements	10,5	10,4
Machines de bureau et équipement de télécommunications	1,9	29,0

Les investissements directs étrangers (IDE)

Les investissements directs étrangers (IDE) sont reconnus comme l'un des principaux moteurs de la croissance économique de l'Inde particulièrement au cours des dernières années. Le gouvernement a donc entrepris les efforts nécessaires pour attirer et faciliter les IDE en particulier par les réformes des années 1990. Les investissements étrangers sont autorisés dans tous les secteurs y compris les secteurs des services, sauf lorsque la politique sectorielle notifiée ou existante limite l'IDE à un plafond, ou encore lorsqu'il s'agit d'un secteur ou domaine jugé « stratégique » ou « sensible ».

Généralement, il y a deux modes d'approbation :

- La procédure *automatique* (pour la quasi totalité des produits ou activités) par laquelle la Banque centrale de l'Inde (Reserve Bank of India - RBI) donne son accord.
- La procédure par laquelle le gouvernement donne son autorisation. L'autorisation du gouvernement est accordée pour des activités spécifiques ou domaines particuliers sur la recommandation du Conseil de la promotion des investissements étrangers (Foreign Investment Promotion Board - FIPB).

L'Inde a connu une croissance régulière des entrées d'investissement direct étranger. Le *Rapport sur l'investissement dans le monde ? 2006* de la CNUCED indique que ces entrées ont atteint 7 milliards en 2005 (comparativement à 5,3 milliards en 2004, à 4,3 milliards en 2003 et 3,4 milliards en 2002). Bien que leur niveau reste faible par rapport aux entrées de l'investissement en Chine (72 milliards de dollars américains), ou à destination de Singapour (20 milliards), ou même de la Russie, la performance de l'Inde en la matière mérite d'être soulignée.

Au chapitre des incitations générales à l'investissement, plusieurs sont disponibles. Celles-ci prennent diverses formes :

- Amortissement accéléré
- Déductibilité de l'assiette imposable
- Réduction de l'impôt sur les revenus d'exportation de logiciels, etc.

Le gouvernement offre aussi des incitations fiscales sectorielles (exonérations fiscales) et des incitations régionales sous forme de subventions.

Les investissements directs étrangers devraient connaître une augmentation substantielle au cours des années à venir si l'engagement pris par le gouvernement national de poursuivre la réforme de l'économie et de la réglementation maintient le cap des objectifs fixés.

Les chantiers prioritaires

Parmi les priorités actuelles du gouvernement indien, il y a :

- La lutte contre les inégalités et la pauvreté (Loi sur la garantie de l'emploi dans les zones rurales).
- Le règlement des difficultés (endettement, archaïsme, etc.) qui frappent le monde agricole.
- La réforme du système fiscal indien.
- La généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à tous les États. En 2005, tous les États sauf cinq (qui suivront la tendance sous peu) ont remplacé la taxe sur le chiffre d'affaires et droits d'accise par la taxe coordonnée sur la valeur ajoutée.
- Le programme « Building India » d'une valeur de 40 milliards de dollars américains fait partie des priorités. Il porte sur le développement de l'infrastructure et des zones rurales. Ayant débuté en 2005, il s'étalera sur quatre ans et devrait donner une impulsion additionnelle à la croissance indienne à moyen terme, selon la Banque asiatique de développement (*Asian Development Bank - Outlook 2005 Update*).

Les atouts de l'Inde et les opportunités

L'Inde suscite de l'intérêt en termes d'occasions d'affaires à plusieurs égards :

- Potentialités à terme d'un marché de plusieurs millions de consommateurs ayant un revenu disponible en augmentation.
- Possibilité d'y installer des sites ou des unités de production pour l'exportation.
- Opportunités dans le domaine du « BPO » (*business process outsourcing*) lequel a rapporté en 2003 plus de 2,3 milliards de dollars américains.

Plusieurs secteurs de l'économie considérés comme prioritaires (énergie, transport, communication, biotechnologie, R&D, etc.) sont appelés à se moderniser et à se développer rapidement au cours des prochaines années et méritent une attention particulière.

Les perspectives de croissance à long terme

L'investissement constitue le facteur principal de l'accélération prévue de la croissance au cours des prochaines années. Selon la Banque mondiale, le PIB de l'Inde pourrait connaître une croissance de 7 % par année pendant les vingt prochaines années. À ce rythme, l'Inde pourrait devenir l'une des cinq puissances économiques mondiales d'ici un quart de siècle.

[Haut de page](#) ↑

Le commerce de l'Inde

En 2005, le commerce de biens et de services de l'Inde représentait 42,2 % de son PIB dont 17,3 % pour les exportations et 24,9 % pour les importations, selon les données de la Banque mondiale. Ce pays occupe le 29^e rang des exportateurs mondiaux de marchandises et le 17^e rang des importateurs.

Au chapitre du commerce des services commerciaux, l'Inde se classe au 10^e rang, tant des exportateurs que des importateurs, en 2005.

Sur le plan des partenaires commerciaux de l'Inde, l'Union européenne et les États-Unis viennent respectivement au 1^{er} et au 2^e rangs des clients pour le commerce des marchandises en 2005. Concernant les fournisseurs, la Chine se classe au 2^e rang suivie des États-Unis, l'Union européenne occupant ici aussi la 1^{re} place.

Clients	% du total	Fournisseurs	% du total
Union européenne	32,0	Union européenne	13,0
États-Unis	18,1	Chine continentale	7,1
Chine continentale	9,0	États-Unis	6,3
Émirats arabes unis	8,0	Singapour	4,7
Hong Kong	4,2	Émirats arabes unis	4,2

Source : Asian Development Bank (ADB), 2006.

Pour ce qui est des produits, ceux qui sont manufacturés représentent 74,5 % des exportations et 48,5 % des importations en 2004.

	Exportations en %	Importations en %
Produits agricoles	11,3	7,0

Combustibles et produits miniers	11,4	36,1
Produits manufacturés	74,5	48,5
Autres	2,8	8,4

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC).

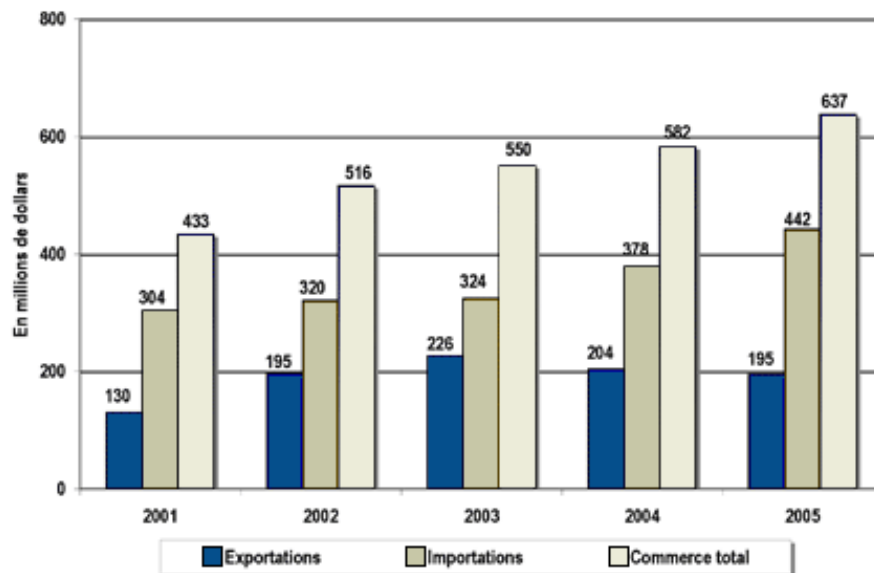
[Haut de page](#) ↗

Le commerce de biens du Québec avec l'Inde

L'examen de la courbe des échanges commerciaux entre le Québec et l'Inde entre 2001 et 2005, montre une tendance haussière de ceux-ci. Ils sont ainsi passés de 433 millions en 2001 à 637 millions en 2005. La valeur enregistrée en 2005 constitue un sommet sur la période examinée. Les échanges commerciaux entre ces deux partenaires économiques sont dominés par les importations du Québec en provenance de ce pays. Ainsi, de 2001 à 2005, les exportations totales de la période se sont chiffrées à 950 millions de dollars canadiens contre 1,8 milliard pour les importations.

Les exportations québécoises se concentrent sur quelques produits contrairement aux importations qui portent sur une gamme plus étendue de produits. En 2005, les dix principaux produits représentaient 76,3 % des ventes vers l'Inde alors que les dix principaux produits importés composaient 40,6 % du total.

Évolution des échanges de biens entre le Québec et l'Inde, 2001 à 2005



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.
Direction de l'analyse des relations économiques extérieures, MDEIE, septembre 2006.

Les exportations

Sur la période 2001-2005, les exportations du Québec vers l'Inde sont caractérisées par deux tendances. L'une est haussière (2001-2003) et l'autre est baissière (2004-2005). Elles passent ainsi de 130 millions de dollars canadiens en 2001 à 226 millions en 2003 atteignant leur point culminant de la période. À partir de 2004, celles-ci amorcent une tendance baissière jusqu'en 2005 pour s'établir à 195 millions de dollars canadiens, soit une baisse de 4,4 % par rapport à 2004.

Les principaux produits exportés en 2005 sont :

- Le papier journal (qui se situe presque toujours au premier rang) avec 27,8 % du total
- L'amiante (15,6 %)
- L'or (8,7 %)
- Les instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatique (6,8 %)

En termes de contenu technologique, les exportations de produits manufacturés du Québec vers l'Inde en 2005, sont composées comme suit :

- Produits de faible technologie (45,2 %)
- Produits de haute technologie (29,2 %)
- Produits de moyenne faible technologie (15,4 %)
- Produits de moyenne haute technologie (10,2 %)

En 2005, la part des exportations québécoises dans les exportations canadiennes à destination de l'Inde était de 18 % en baisse par rapport aux années précédentes. L'Inde se situe au 5^e rang des clients du Québec parmi les pays d'Asie et au 19^e rang au niveau mondial.

Pour les huit premiers mois de 2006, les exportations du Québec en direction de l'Inde se chiffrent à 131 millions de dollars canadiens, soit une baisse de 4 % par rapport à la même période en 2005.

Les importations

Les importations canadiennes dédouanées au Québec en provenance de l'Inde en 2005 sont caractérisées par leur augmentation régulière sur la période comprise entre 2001 et 2005. Celles-ci se chiffraient à 442 millions de dollars canadiens en 2005, soit une hausse de 16,9 % par rapport à 2004, constituant le sommet de la période.

Les principaux produits importés en 2005 sont :

- Les huiles de pétrole (14,2 % du total)
- Le linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine (4,9 %)
- Les fils de coton simple non peignés (4,7 %)
- Les articles de robinetterie (3,3 %)
- Les costumes, tailleurs, ensembles, vestes robes, jupes pour femmes ou fillettes (3,3 %)
- Les T-shirts et maillots de corps (2,5 %)

En termes de contenu technologique, les importations du Québec en provenance de l'Inde sont constituées comme suit :

- Produits de faible technologie (54,4 %)
- Produits de moyenne faible technologie (23,7 %)
- Produits de moyenne haute technologie (16,5 %)
- Produits de haute technologie (5,4 %)

En 2005, la part des importations dédouanées au Québec dans les importations canadiennes en provenance de l'Inde est de 24,7 %. L'Inde se situe au 5^e rang des fournisseurs du Québec parmi les pays d'Asie et au 29^e rang parmi les fournisseurs mondiaux.

Pour les huit premiers mois de 2006, les importations canadiennes dédouanées au Québec se chiffrent à 339 millions de dollars canadiens, soit une hausse de 28,2 % par rapport à la même période en 2005.

[Haut de page](#) 

Tableaux

Tableau 1

Indicateurs économiques de l'Inde, 2003 à 2007 (en pourcentage de variation sauf indication contraire)					
	2003	2004	2005	2006 ^P	2007 ^P
PIB réel (en volume)	7,2	8,0	8,5	8,3	7,3
Exportations (en volume)	9,8	13,4	12,3	n.d.	n.d.
Importations (en volume)	11,7	25,0	16,0	n.d.	n.d.
Inflation	3,7	3,9	4,0	5,6	5,3
Taux de change du dollar canadien par rapport à la roupie indienne ¹	33,23	34,77	36,32	n.d.	n.d.
Taux de change du dollar US par rapport à la roupie indienne ²	46,58	45,32	44,1	n.d.	n.d.

p : prévision

n.d. : données non déterminées.

¹ : nombre d'unités de la devise étrangère par dollar canadien.

² : nombre d'unités de la devise étrangère par dollar américain.

Sources : FMI, Banque mondiale, Banque du Canada.

Tableau 2

Exportations de biens du Québec par groupe de produits à destination de l'Inde, 2001 à 2005 (en millions de dollars canadiens et en pourcentage)											
Description des produits Classification SH4	2001		2002		2003		2004		2005		V.A.M. 05/01 (%)
	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	
Papier journal	63,1	48,6	24,3	12,4	75,3	33,3	46,8	23,0	54,3	27,8	(3,7)
Amiante	29,8		29,1	14,9	22,2	9,8	37,0	18,2	30,3	15,6	0,5
Or, sous forme brute ou mi-ouvrées, ou en poudre									17,1	8,7	n.d.
Instruments et appareils pour la régulation ou le contrôle automatique	0,8	0,6	2,7	1,4			45,7	22,4	13,2	6,8	99,6
Avions et autres véhicules aériens			3,1	1,6	56,3	24,9	2,6	1,3	10,7	5,5	n.d.

Déchets et débris de fonte, fer et d'acier	0,5	0,4	0,6	0,3	1,1	0,5	6,4	3,2	6,8	3,5	88,0
Pâtes chimiques de bois	3,7	2,9	11,5	5,9	9,4	4,2	13,8	6,8	6,1	3,1	13,2
Déchets et débris de cuivre	0,9	0,7	0,6	0,3	0,4	0,2	0,4	0,2	4,0	2,0	46,6
Appareils pour la téléphonie	0,6	0,4	50,1	25,6	18,6	8,2	8,1	4,0	3,6	1,9	59,4
Instruments et appareils pour analyse physique ou chimique, essais de viscosité	0,2	0,2	0,5	0,2	1,0	0,5	1,5	0,7	2,5	1,3	85,6
Autres produits	28,6	22,0	65,8	33,7	34,5	15,2	34,2	16,8	38,1	19,5	7,5
Sous-total	128,1	98,7	188,2	96,4	218,8	96,8	196,5	96,5	186,8	95,8	9,9
Ré-exportations	1,7		7,1		7,3	3,2	7,1	3,5	8,2	4,2	47,9
Total	129,8	100,0	195,2	100,0	226,1	100,0	203,6	100,0	195,0	100,0	10,7
Québec/Canada	19,2 %		28,9 %		29,7 %		23,7 %		18,0 %		

V.A.M. : Les variations sont évaluées selon la formule des taux d'intérêts annuels composés.

Source : Statistique Canada.

Direction de l'analyse des relations économiques extérieures, MDEIE, septembre 2006.

Tableau 3

Imports de biens dédouanés au Québec par groupe de produits en provenance de l'Inde, 2001 à 2005 (en millions de dollars canadiens et en pourcentage)											
Description des produits Classification SH4	2001		2002		2003		2004		2005		V.A.M.
	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	05/01 (%)
Huiles de pétrole									62,7	14,2	n.d.
Linge de lit, de table, de toilette ou de cuisine	10,3	3,4	14,8	4,6	14,2	4,4	22,0	5,8	21,7	4,9	20,6
Fils de coton simples non peignés	36,2	11,9	46,2	14,4	32,6	10,1	33,3	8,8	20,8	4,7	(12,9)
Articles de robinetterie pour tuyauterie	10,2	3,4	5,4	1,7	6,7	2,1	11,7	3,1	14,8	3,3	9,6

Costumes, tailleurs, ensembles. Vestes, robes, jupes pour femmes ou fillettes	9,3	3,1	9,5	3,0	9,8	3,0	9,1	2,4	14,4	3,3	11,6
T-shirts et maillots de corps de coton	14,8	4,9	13,8	4,3	11,9	3,7	11,3	3,0	11,1	2,5	(6,9)
Appareils pour le traitement de matières impliquant un changement de température	0,1	0,0	0,3	0,1	0,3	0,1	0,2	0,1	9,7	2,2	238,7
Combinaisons, fonds de robe, jupons, de fibres synthétiques ou artificielles pour femmes ou fillettes	10,6	3,5	12,1	3,8	11,9	3,7	9,8	2,6	8,7	2,0	(5,0)
Crustacés vivants frais; crustacés non décortiqués cuits à l'eau	6,6	2,2	3,4	1,1	4,9	1,5	10,2	2,7	7,7	1,7	4,1
Vêtements de laine ou de poils fins	4,1	1,4	7,9	2,5	9,9	3,0	12,2	3,2	7,6	1,7	16,4
Autres produits	201,4	66,3	207,1	64,6	222,0	68,5	258,5	68,3	262,6	59,4	6,9
Total	303,5	100,0	320,5	100,0	324,1	100,0	378,4	100,0	441,9	100,0	9,8
Québec/Canada	26,3 %		24,2 %		22,8 %		24,0 %		24,7 %		

V.A.M. : Les variations sont évaluées selon la formule des taux d'intérêts annuels composés.

Note : Données sur les importations canadiennes dédouanées au Québec, corrigées par l'Institut de la statistique du Québec, afin de tenir compte, en partie, des produits dédouanés ailleurs au Canada mais ayant comme destination finale le Québec ou vice versa.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Direction de l'analyse des relations économiques extérieures, MDEIE, septembre 2006.

Tableau 4

Exportations de biens manufacturés du Québec à destination de l'Inde selon le niveau de technologie, 2001 à 2005 (en millions de dollars canadiens et en pourcentage)										
Niveau de technologie	2001		2002		2003		2004		2005	
	M \$	%	M \$	%	M \$	%	M \$	%	M \$	%
Haute technologie	12,9	13,6	71,5	43,9	85,4	44,0	70,5	45,6	43,7	29,2
Moyenne-haute technologie	4,9	5,1	50,7	31,1	17,2	8,8	13,4	8,7	15,2	10,2

Moyenne-faible technologie	5,3	5,6	2,8	1,7	4,5	2,3	6,0	3,9	23,0	15,4
Faible technologie	72,0	75,7	38,0	23,3	87,3	44,9	64,6	41,8	67,8	45,2

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.
 Direction de l'analyse des relations économiques extérieures, MDEIE, septembre 2006.

[Haut de page](#) ↑

Tableau 5

Importations de biens manufacturés dédouanés au Québec en provenance de l'Inde selon le niveau de technologie, 2001 à 2005 (en millions de dollars canadiens et en pourcentage)											
Niveau de technologie	2001		2002		2003		2004		2005		
	M \$	%	M \$	%	M \$	%	M \$	%	M \$	%	
Haute technologie	10,9	4,0	11,9	3,9	13,1	4,2	28,9	7,9	23,1	5,4	
Moyenne-haute technologie	36,4	13,3	37,7	12,2	36,3	11,8	50,0	13,7	70,2	16,5	
Moyenne-faible technologie	17,3	6,3	20,9	6,8	25,2	8,2	43,2	11,9	100,9	23,7	
Faible technologie	208,7	76,4	237,3	77,1	234,2	75,8	242,8	66,5	231,7	54,4	

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.
 Direction de l'analyse des relations économiques extérieures, MDEIE, septembre 2006.

[Haut de page](#) ↑

Tableau 6

Valeur des échanges commerciaux entre le Québec et certains pays d'Asie et leur rang, 2005 (en milliers de dollars canadiens sauf indication contraire)				
Pays	Exportations vers	Rang export	Importations de	Rang import
Japon	1 178 510	1	2 887 326	2
Chine	809 237	2	5 932 893	1
Corée du Sud	275 638	3	1 083 601	3
Singapour	202 793	4	228 412	6
Inde	195 040	5	441 892	5
Taiwan	185 974	6	762 360	4
Hongkong	164 504	7	91 303	8

Pakistan	121 766	8	93 796	7
Total	3 133 462		11 521 584	

Total des échanges commerciaux entre le Québec et certains pays d'Asie et leur rang, 2005 (en milliers de dollars canadiens sauf indication contraire)			
Pays	Total	%	Rang
Chine	6 742 131	46,0	1
Japon	4 065 837	27,7	2
Corée du Sud	1 359 239	9,3	3
Taiwan	948 334	6,5	4
Inde	636 932	4,3	5
Singapour	431 206	2,9	6
Hongkong	255 806	1,7	7
Pakistan	215 563	1,5	8
Total	14 655 046	100,0 %	

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.
Direction de l'analyse des relations économiques extérieures, MDEIE, octobre 2006.

[Haut de page](#) ↑

Tableau 7

Groupe de pays émergents et en développement et leur part dans le PIB, dans les exportations de biens et services et dans la population, 2005 (en pourcentage)						
	PIB		Exportations de biens et services		Population	
	Pemed / Pemed	Pemed / monde	Pemed / Pemed	Pemed / monde	Pemed / Pemed	Pemed / monde
Pays émergents et en développement (Pemed) - TOTAL	100,0	47,7*	100,0	30,8**	100,0	84,7***
Pays émergents et en développement - ASIE (23 pays)						
• Chine	56,8	27,1	38,7	12,0	61,8	52,3
• Inde	32,4	15,4	21,4	6,6	24,4	20,7
	12,5	6,0	4,0	1,2	20,4	17,3

* Pays industrialisés : 52,3 %.

** Pays industrialisés : 69,2 %.

*** Pays industrialisés : 15,3 %.

Pemed / Pemed : Contribution totale des pays émergents et en développement selon l'indicateur et par rapport au total relatif à ces pays.

Pemed / monde : Contribution totale des pays émergents et en développement selon l'indicateur et par rapport au monde.

Source : FMI, 2006.

DATE DE PRODUCTION DE CETTE NOTE : OCTOBRE 2006

Préparé par :

Monsieur Emmanuel Yao

Conseiller économique - Direction de l'analyse des relations économiques extérieures

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

[Courriel](#)

1 Le secteur organisé recouvre les sociétés privées et les entreprises publiques. Le secteur non organisé recouvre quant à lui les entreprises individuelles et familiales, les entreprises de villages et les coopératives.

Dernière mise à jour : 21 mai 2009

[Commentaires sur le site](#) | [Politique de confidentialité](#) | [Politique linguistique](#) | [Réalisation du site](#)

Québec 

© Gouvernement du Québec, 1995-2009